

CONFERENCE DE PRESSE OBUTS DU 22 DECEMBRE 2010

DECLARATION SUR LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU TOGO

Depuis le 17 décembre 2010, le Gouvernement togolais exulte à travers les médias d'état, et célèbre avec fanfare la réalisation de son point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés).

Pour rappel, l'initiative PPTE est une mesure élaborée par les institutions de Washington, huissiers des créanciers multilatéraux, pour soulager le fardeau de la dette des pays pauvres et très endettés, afin de promouvoir une stratégie de réduction de la pauvreté, fondée sur une croissance partagée et la satisfaction des besoins de base des populations vulnérables sujettes à une pauvreté prononcée.

Ainsi 82% de la dette du Togo soit plus de 1000 milliards FCFA, qui se chiffraient à plus de 2 Millions de Dollars US, en valeur nominale ont été annulés par les conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI le 14 décembre dernier. Cette mesure a été suivie le 16 décembre 2010 par celle du Club de Paris annulant à son tour 95% soit 203 Millions de Dollars US de la dette du Togo.

Des lendemains meilleurs et enchanteurs sont annoncés tambour battant par le gouvernement comme un cadeau de fin d'année aux populations togolaises dont le quotidien rime avec une indicible misère et la

désespérance. Un mépris de plus à l'endroit du peuple qui n'a de cesse de recevoir comme réponse à sa demande de vérité des comptes publics des coups de matraque, de cordelettes et des gaz lacrymogène.

Croupissant dans le dénuement le plus abject, et privé de son droit de manifester contre une gouvernance surannée qui ignore les enjeux de la bonne gouvernance et de la prospérité partagée, le Peuple togolais a droit à la vérité sur ce bluff de plus.

En effet dans son excès de satisfecit, le Pouvoir RPT/AGO a bien évité de nous préciser le coût du service de la dette, et comment cela a grevé le budget de la Nation de longues années durant. Ce service de la dette constitue l'un des premiers postes de décaissement de l'État avec une incidence marquée sur le niveau de vie de la population. Il n'est donc pas surprenant que le service de la dette hypothèque à l'avenir les défis futurs de développement à voir le pilotage à vue qui préside la gouvernance actuelle. On peut bien voir que les choses sont loin d'être ce que l'on tente de faire croire au peuple ! Il s'agit d'un mirage de plus alors qu'il est question pour le peuple d'une gouvernance capable de pourvoir à ses besoins de base qui relèvent des droits humains consacrés par la Communauté internationale!

Et pourtant c'est bien au nom de la vérité des comptes publics, sœur de la vérité des urnes que le Peuple togolais est sans cesse martyrisé sans que cela puisse soulever la moindre indignation et le rappel à l'ordre du premier magistrat putatif et de la communauté internationale. Cette

dernière qui a fermé les yeux sur la récurrence de la contrevérité des urnes au Togo, s'illustre actuellement comme un ardent pourfendeur de cette imposture en Côte d'Ivoire avec une détermination et une brutalité qui suscitent partout sur le continent un sentiment de malaise, de relent néocolonialiste, et de parfum d'affairisme au niveau des populations. Ce malaise généralisé est toutefois loin d'abjurer leur farouche attachement à la vérité des urnes, noeud du contentieux électoral actuel opposant en Côte d'Ivoire Alassane Dramane OUATARRA et Laurent Koudou GBAGBO.

Qu'est ce qui fait courir tant les Nations Unies et la Communauté internationale dans le pays de Houphouet Boigny contrairement à celui de Sylvanus Olympio? Les droits humains et la démocratie sont aussi bafoués chez nous sans que les Nations Unies et la Communauté internationale n'aient pris la peine d'intervenir pour mettre fin aux violations massives des droits humains et constitutionnels dans notre pays. Nous souhaitons vivement dans l'intérêt de la crédibilité de la communauté internationale et de la Paix dans le monde que les relations internationales ne soient pas à géométrie variable.

Sans vouloir m'immiscer dans une affaire qui relève avant tout de la souveraineté d'un pays frère, je dirai simplement que le conflit post électoral en Côte d'Ivoire tire ses origines de la complaisance de la CEI et du Conseil Constitutionnel qui ont été bâtis sur des fondements partisans et militants.

Ce conflit qui procède d'une crise éthique n'aurait pas dû exister si tous les protagonistes s'étaient accordés comme au premier tour au sein de la CEI, et avaient respecté les engagements librement consentis notamment la certification préalable des résultats provisoires de la CEI par le Chef de la Mission de l'ONUCI avant leur proclamation définitive par le Conseil Constitutionnel.

Maintenant à partir de quel moment dans ce processus électoral les dispositions constitutionnelles prennent le pas sur les accords internationaux signés en la matière, il appartient aux juristes et acteurs de la crise ivoirienne d'y répondre. Je souhaite pour ma part que les vies humaines soient préservées et que la sagesse triomphe pour que la Côte d'Ivoire retrouve le calme et la paix. La stabilité économique de l'Afrique de l'Ouest en dépend, et ce beau pays frère doit vivement poursuivre le chemin de la prospérité partagée et de la grandeur !

Je ne saurai conclure cette digression sur l'actualité politique en Côte d'Ivoire en formulant le vœu ardent que l'Afrique puisse rapidement se doter d'un Agenda de la Paix et de la Prospérité Partagée (AP3).

Le Togo qui connaît la même réalité d'absence de vérité des urnes, est plutôt à l'abri du syndrome ivoirien pour la simple raison que la force se trouve exclusivement du côté de ceux pervertissent la vérité des suffrages exprimés par le peuple souverain.

Sur la question de la remise de la dette dont bénéficie le Togo, le gouvernement devrait expliquer aux populations qui souffrent et qui éprouvent des difficultés à assumer un repas quotidien, à se soigner dignement, ou encore à assumer les responsabilités dans la formation et l'éducation de leurs enfants que cette manne annoncée n'est qu'une ressource virtuelle, qui ne changera en rien la faiblesse du budget général, adopté en conseil des ministres par le gouvernement et qui est en ce moment soumis au débat à l'Assemblée nationale, en vue de son adoption.

Le Budget de la nation, fer de lance de la politique économique et sociale pour l'exercice 2011 est faible, 536 Milliards de francs CFA. Il manque d'audace, et surtout traduit le manque de volonté de la part des pouvoirs publics d'assurer une mobilisation vertueuse des ressources publiques qui subissent à tous les stades des agressions et des braquages dans l'indifférence le plus total de ceux dont la mission est de défendre le patrimoine de la nation.

Les nations voisines moins dotées par la nature que notre pays arborent 3 à 4 fois le montant de notre budget, et offrent à leurs populations un niveau de vie décent, préparant ainsi l'avenir des générations futures.

La grande corruption et la petite délinquance financière sont présentes partout, dans tous les rouages de l'administration, et s'illustrent ouvertement convaincues que nulle force ne saurait les inquiéter, encore

moins ralentir leur ardeur à investir le champ de la vie économique et sociale.

Cette pandémie freine la croissance économique, contrarie l'effort collectif, favorise le crime organisé, aggrave les disparités économiques, et risque de conduire à terme à une explosion sociale encore évitable.

Cette pratique qui sape les fondements de la République pollue l'environnement des affaires et décourage les investisseurs, actuels et potentiels qui désertent le Togo pour des cieux plus hospitaliers où ce virus destructeur est combattu avec fermeté par les pouvoirs publics. L'exemple du Groupe Maesk Line qui avait un grand projet pour le développement du Port Autonome de Lomé, et qui a dû finalement renoncer en raison du caractère démesuré des exigences financières abracadabrantesques illustre les préoccupations fondées de notre formation politique.

Dans tous les pays où la corruption se développe sans entrave comme c'est le cas de notre pays, la démocratie peut difficilement s'épanouir, la liberté se répandre, la justice prévaloir. L'état se révèle impotent face à ce fléau ravageur, qui ruine la confiance du contribuable, et lui donne le sentiment de découragement qui inhibe toutes ses initiatives créatrices de richesse.

L'enrichissement illicite est banalisé, et les gardiens de l'Etat qui avec leur glaive devraient frapper les délinquants au col blanc sont plus

préoccupés dans l'exécution de leurs charges à se remplir les poches que d'agir dans l'intérêt général.

Car il est inconcevable que dans une République digne de ce nom, les scandales financiers qui ont défrayé la chronique soient restés impunis, puisque tout le monde se tient par barbichette. SOTOCO, FER, tout récemment les banques et autres institutions mises en liquidation n'ont fait l'objet de quelque audit et poursuite des auteurs des grandes prédatons qui ont ruiné le patrimoine de la nation dont ils avaient la charge.

Dans les rouages de l'Etat, l'œuvre de prédation des deniers publics et des actes illites prospèrent et les prises illégales d'intérêt sont légion, dans le silence entretenu par la peur, les intimidations, l'instinct de préservation, la force victimaire policière et judiciaire, souvent utilisée pour régler des comptes aux adversaires politiques et aux citoyens attachés à la légalité et au droit. Au niveau de l'attribution des responsabilités publiques, au sein de l'administration, dans les sociétés d'état, dans les organismes internationaux, de même qu'au sein des représentations diplomatiques du Togo à l'étranger, les repères claniques, partisans, clientélistes et militants, demeurent la clé de répartition, au mépris de la compétence et des principes républicains. Ce qui est loin de promouvoir la réconciliation nationale souhaitée qui

passer par une répartition équilibrée des pouvoirs au sein de la société togolaise en vue d'atténuer les frustrations.

Ce constat provoque autant d'indignation que de colère contenue au sein de la population, mais personne n'ose soulever ou attaquer ce travers. On ne construit pas l'avenir d'un pays sur du sable, des valeurs qui injurient la mémoire de l'histoire et accentuent les inégalités, faisant le lit des rancœurs.

Il est temps que cette gouvernance patrimoniale prenne fin et que toutes les filles et tous les fils du Togo tout entier soient effectivement encouragés au défi du redressement économique et social de notre pays.

La coupe est pleine, et il urge que la classe politique pose des actes forts pour inverser la courbe de déclin de la Terre de nos Aïeux afin de redonner confiance et espoir en l'avenir à notre jeunesse. Celle-ci subit les conséquences de la crise et d'une gouvernance hasardeuse, qui la condamne au chômage à vie. Celle qui sort nantie des diplômes universitaires se retrouve sans emploi et sans aucune aide de l'Etat, pour se prendre en charge. Les entreprises subissent un poids écrasant des prélèvements obligatoires dont le niveau constitue un frein rédhibitoire pour l'épanouissement de l'initiative privée. Comment comprendre qu'après tant d'investissement dans le projet de production du courant électrique de Global Contour, les entreprises et les ménages demeurent encore exposés à des délestages intempestifs qui pénalisent leurs

activités économiques et leur occasionnent des dommages fort préjudiciables ?

Les infrastructures routières, sanitaires, et de formation souffrent du déficit d'entretien récurrent, avec un personnel démotivé par le coût prohibitif de la vie en raison de la faiblesse de leur salaire, les plus bas de l'ensemble de l'UEMOA.

Ce tableau de désolation ne doit guère nous désespérer pour oser construire un Togo démocratique et prospère. C'est pourquoi au lendemain du scrutin du 4 mars 2010, nous avons lancé le mouvement citoyen « Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) dont l'objectif premier est la vérité des urnes et des comptes publics au Togo.

Nous avons une idée claire de la solution pour sortir de la crise que traverse le Togo, nous l'avons exposée dans notre plan de sortie de crise rendu public le 9 novembre 2010.

Le Togo a besoin de dialogue entre tous les acteurs de la classe politique et de la société civile qui doivent débattre sereinement de tous les maux qui minent la société togolaise, pour conclure un nouveau pacte social pour sceller la refondation démocratique de la République. Cette démarche devant nous conduire à mettre en place un gouvernement de refondation qui puisse permettre un retour de la confiance dans le pays, et relever les défis de bien être quotidien des populations et de prospérité partagée.

C'est ici l'occasion de lancer de nouveau un appel à l'ensemble des forces politiques éprises de changement à constituer une plateforme de refondation démocratique de la République pour ouvrir des pages nouvelles et radieuses de notre histoire commune.

Je vous souhaite de joyeuses fêtes, et vous remercie.